

« Il faut opposer une écologie rurale, concrète, à l'écologie urbaine, punitive »



PROPOS RECUEILLIS PAR
Eric de La Chesnais

La présidente de la Coordination rurale, Véronique Le Floch, dont le syndicat a fait une percée aux élections des chambres d'agriculture, et le philosophe Michel Onfray plaident pour la fin du libéralisme dans le monde agricole.



Michel Onfray et Véronique Le Floch, lors d'une table ronde au 31^e Congrès de la Coordination rurale, le 20 novembre 2024, à Poitiers.

Qui aurait pensé un jour qu'une élève laitière bretonne soit sur la même longueur d'onde qu'un écrivain-philosophe à propos de la situation agricole française ? Les deux protagonistes se sont rencontrés en pleine crise agricole en 2024. Ils lancent un cri d'alarme sur l'avenir de la ferme France dans un livre d'entretiens dont le titre est évocateur : *Entendez-vous dans nos campagnes* (Éditions du Plénitre). Ils appellent à un sursaut révolutionnaire pour changer de modèle agricole.

LE FIGARO. - Pourquoi écrire un livre avec Michel Onfray ?
VÉRONIQUE LE FLOCH. - C'est quel-
qu'un de sincère, concret, proche de la

terre, qui ne renie pas ses origines modestes. Fils d'ouvrier agricole, il incarne cette simplicité qui me touche particulièrement. Je me sens proche de lui, car moi aussi, je viens d'un milieu humble : mes parents étaient fils et fille de ferme. D'une certaine manière, nous sommes tous, directement ou non, fils, petit-fils, fille, ou petite-fille d'ouvriers agricoles ou d'exploitants agricoles.

Comment vous êtes-vous rencontrés ?

V.L.F. - Nous avons invité Michel Onfray à participer en tant que grand témoin à notre congrès qui se tenait à Poitiers, au Futuroscope, en novembre dernier. Avant son intervention, nous l'avons rencontré à plusieurs reprises. C'est quelqu'un de populaire qui n'a pas la langue de bois et qui a une vision pour la France qui correspond à la nôtre.

Pourquoi avez-vous participé à des entretiens croisés avec la présidente de la Coordination rurale ?
MICHEL ONFRAY. - J'avais été approché par la CR et j'ai proposé de les soutenir d'entamer un échange de lettres pour en faire un livre. Mon père ayant été ouvrier agricole, c'est un monde qui m'est cher. Les gens qui travaillent la terre ont toute mon estime pour leurs valeurs.

Pensez-vous que l'agriculture française soit vraiment condamnée si rien n'est fait pour changer la situation ?

M.O. - Le projet européen consiste à industrialiser l'agriculture, donc, à terme, à générer une agriculture sans terre. Ceux qui travaillent à développer la viande cellulaire indiquent la voie. Ce sont les mêmes qui, sous couvert de

bien-être animal et d'écologie, défendent le wokisme et cette agriculture de chimistes qui polluent considérablement et d'actionnaires qui s'enrichissent. L'agriculture française est condamnée si rien n'est fait pour changer cette situation.

Quelle est votre conception de l'agriculture française ?

V.L.F. - Les denrées agricoles ne sont pas des biens comme les autres et doivent être exclues des accords de libre-échange, comme l'est la culture. Pourquoi accepte-t-on ce concept pour les artistes et pas pour les paysans ? Depuis le virage libéral de la politique agricole commune au début des années 1990, qui a donné naissance à notre syndicat, nous ne cessons de répéter que nous courrons à notre perte. Les marchés et la finance dictent la loi alors que l'agriculture est par essence imprévisible. Qui peut savoir quand il sème son blé à l'automne quel sera son rendement l'été suivant ? Or les industriels ou les coopératives nous achètent notre blé avant même que nous l'ayons ramassé. En outre, ils nous l'achètent à un cours de référence mondiale alors que nous avons des normes et des charges françaises au-dessus de la moyenne des autres pays. Nous ne pourrions jamais nous en sortir. Beaucoup vendent à perte ou décapitalisent ce que deux ou trois générations avaient réussi à créer. Nous devons pouvoir vivre de façon digne de notre métier.

La CR propose de sortir des accords de libre-échange en appliquant le concept de l'exception « agricole ».

Est-ce réaliste ?
M.O. - Il y a la contradiction : le monde culturel se bat avec raison pour ses régimes d'exception protectionnistes, mais il assimile à l'extrême droite les paysans qui demandent la même chose pour leur profession. Aux agriculteurs de trouver la formule, avec ou sans lisier.

Pourquoi en voulez-vous tant au libéralisme ?

V.L.F. - Le monde libéral a atomisé la société en individus, presque atomistes. Son modèle est la rame de métro en heure de pointe où chaque personne, rivée sur son écran, casque sur les oreilles, vit dans sa bulle. Le monde virtuel prend le pas sur le monde réel. Pour s'approvisionner, cet individu solitaire commande sa nourriture par internet, mange des produits insipides venant d'un peu partout dans le monde, présentés dans des emballages en plastique apportés par des sous-prolétaires exploités par des entreprises de portage. Le monde paysan est un monde à détruire pour ceux qui envisagent de mener plus loin cette aventure libérale mortifère en industrialisant encore plus l'agriculture française. L'Europe, avec le traité de Maastricht, pousse à cela.

Que faudrait-il faire pour inverser la tendance ?

M.O. - Clairement sortir de Maastricht pour réaliser une Europe des nations avec des États souverains qui contractent entre eux mais nullement avec un État supranational, fédéraliste et... impérialiste ! Ensuite, changer le logiciel

Jacobin français au profit d'un gironisme qui donne le pouvoir sur l'agriculture aux agriculteurs et non pas aux politiciens, bureaucrates et fonctionnaires.

Pourquoi les politiques de France et plus largement ceux d'Europe sont-ils aussi naïfs pour sacrifier leurs agriculteurs ?
M.O. - Dans la meilleure des hypothèses ils sont naïfs, en effet, dans une autre, celle de Macron et des siens, ils sont cyniques et avancent masqués : on ne peut dire tout haut qu'on travaille à la fin de l'agriculture classique si l'on veut être élu ou réélu !

Que faudrait-il faire pour sauver l'agriculture française ?

V.L.F. - La France doit se remettre à produire, non pas pour l'export mais pour la souveraineté alimentaire et agricole de la France. Pour cela, nous devons aussi nous départir des idéologies écologistes et éloignées de la réalité. La sécurité alimentaire est la base de la paix sociale. Les agriculteurs sont le ciment sur lequel les gouvernements bâtissent leur pouvoir. Il ne faudrait pas qu'ils l'oublient.

L'agriculture familiale est-elle définitivement condamnée à disparaître sous les fourches caudines de la mondialisation ?

M.O. - L'agriculture ne subit pas un régime d'exception, c'est le monde qui devient marchandise avec le concours d'une droite entrepreneuriale libérale et d'une gauche dite progressiste qui aspire au même monde postnational que le patronat.

« Le projet européen consiste à industrialiser l'agriculture, donc, à terme, à générer une agriculture sans terre. Ceux qui travaillent à développer la viande cellulaire indiquent la voie »

Michel Onfray Philosophe

« L'écologie est aujourd'hui le paravent éthique qui permet de faire passer toutes les pillules amères du capitalisme », écrivez-vous. Comment rendre l'écologie plus raisonnable ?
M.O. - En opposant une écologie urbaine, punitive, livresque, politicienne, à une écologie rurale, concrète, pragmatique. C'est un combat gramscien qu'il faut mener contre le monopole de l'écologie idéologique.

Dans ces conditions, pourra-t-on encore manger du bœuf français ou boire du vin de nos terroirs d'ici aux prochaines élections ?

M.O. - La jeune génération n'est déjà plus concernée par ce genre de menu. Végane, végétarienne, flexitarienne, adepte du binge drinking ou des sodas, elle estime que le barbecue et sa viande rouge font partie de l'arsenal patriarcal. Sauf si elle a été éduquée...

Comprenez-vous la colère actuelle des paysans français ?

M.O. - Je la comprends et soutiens tout ce qui lui permet de se manifester. Les paysans sont arrêtés par la police, convoqués dans des paniers à salade, mis en garde à vue, bloqués par les gendarmes avec des véhicules blindés destinés normalement aux temps de guerre pendant que la délinquance périurbaine prospère en toute impunité.

Lors des récentes élections aux chambres d'agriculture, vous avez gagné plus d'une dizaine de départements. Objectif atteint ?

V.L.F. - En effet ! Nous avons gagné des chambres d'agriculture dans des endroits prévisibles comme le Sud-Ouest mais aussi dans les Ardennes et en Lozère, où de jeunes paysans ont pris leur destin en main. Ces victoires signifient le refus d'une politique libérale menée depuis plus de trente ans par la FNSEA-JA en cogestion avec l'État qui vise à approvisionner aux moindres coûts l'agro-industrie en France mais aussi les marchés à l'export. Il faut rendre l'agriculture aux agriculteurs. ■

➔ Lire aussi PAGES 2 à 5

Taux de prélèvement, réductions et crédits d'impôt... Faites les bons choix fiscaux



AU SOMMAIRE

- L'impôt sur le revenu
- Situation de famille
- Contribuables résidant à l'étranger
- Traitements et salaires : les sommes à déclarer
- Traitements et salaires : les frais à déduire
- Retraite, invalidité et rentes viagères
- Bénéfices professionnels
- Revenus fonciers
- Locations meublées
- Investissement immobilier locatif
- Plus-values immobilières
- Impôt sur la fortune immobilière (IFI)
- Revenus de placements financiers
- Plus-values mobilières
- Charges à déduire du revenu global
- Réductions et crédits d'impôt
- Déclaration des revenus de 2024
- Calcul de l'impôt sur le revenu
- Paiement de l'impôt
- Prélèvements sociaux

290 pages pour ne pas être prélevé d'1 € de trop

DISPONIBLE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
OU SUR COMMANDE avec la référence 1225h

FRAIS DE PORT OFFERTS

PAR INTERNET
www.leparticulier.lefigaro.fr
rubrique la boutique

PAR COURRIER affranchi
Le Particulier - Service Abonnements
45 avenue du Général Leclerc
60643 Chantilly Cedex

PAR TÉLÉPHONE
01 55 56 71 11
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h